

METRO ENREGISTRE EN 2007, POUR UNE 17^e ANNÉE CONSÉCUTIVE, UNE CROISSANCE DE SON BÉNÉFICE NET À 276,6 MILLIONS \$, EN HAUSSE DE 9,3 % SUR 2006

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2007

- La Société a enregistré un bénéfice net de 57,6 millions \$ comparativement à 78,9 millions \$. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,49 \$ comparativement à 0,68 \$. En excluant les éléments non récurrents enregistrés au quatrième trimestre de 2007 et de 2006 ainsi que l'effet de la 53^e semaine de 2006, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ du quatrième trimestre de 2007 aurait été de 66,8 millions \$ comparativement à 64,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2006, soit une augmentation de 3,4 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ aurait été de 0,57 \$ comparativement à 0,55 \$ pour le trimestre correspondant de 2006, soit une augmentation de 3,6 %.
- Le chiffre d'affaires de la Société a atteint 2 432,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 comparativement à 2 673,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant la 53^e semaine de 2006, la baisse des ventes de produits de tabac et la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation, l'augmentation du chiffre d'affaires aurait été de 0,7 %. L'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables a été de 0,2 % au quatrième trimestre de 2007.
- Nous avons complété notre plan d'intégration et de rationalisation qui avait été prévu sur les deux premières années suivant l'acquisition de A&P Canada. Nous avons, entre autres, converti à nos systèmes informatiques l'ensemble des applications informatiques que nous avons en impartition avec A&P US.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2007

- La Société a enregistré un bénéfice net de 276,6 millions \$ comparativement à 253 millions \$, en hausse de 9,3 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 2,37 \$ comparativement à 2,18 \$, en hausse de 8,7 %. En excluant les éléments non récurrents enregistrés en 2007 et ceux de 2006 ainsi que l'effet de la 53^e semaine de 2006, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ de 2007 aurait été de 295 millions \$, soit 17,4 % de plus que celui de 2006 qui était de 251,2 millions \$. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ aurait été de 2,53 \$ comparativement à 2,16 \$ pour 2006, soit une augmentation de 17,1 %.
- Le chiffre d'affaires de la Société a diminué de 2,7 % au cours de l'exercice 2007 pour atteindre 10 644,6 millions comparativement à 10 944 millions \$ pour l'exercice 2006. En excluant la 53^e semaine de 2006, la baisse des ventes de produits de tabac et la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation, l'augmentation du chiffre d'affaires aurait été de 2 %.
- Nous avons réalisé, au cours de l'exercice 2007, des synergies de plus de 90 millions \$, dépassant notre objectif de 60 millions \$ par année prévu lors de l'acquisition de A&P Canada.

⁽¹⁾ Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

⁽²⁾ Se référer au tableau « Sommaire des ajustements » pour plus de détails.

(Montréal, le 21 novembre 2007) – METRO INC. a réalisé, au quatrième trimestre de 2007, un bénéfice net de 57,6 millions \$ comparativement à 78,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et un bénéfice net dilué par action de 0,49 \$ comparativement à 0,68 \$ l'an dernier. Des éléments non récurrents ont été enregistrés au quatrième trimestre de 2007 et au trimestre correspondant de 2006. Ces éléments étaient composés de charges d'intégration et de rationalisation de 14,1 millions \$ avant impôts pour le quatrième trimestre de 2007 et de 3,2 millions \$ avant impôts pour le trimestre correspondant de 2006, d'un gain sur disposition de placement de 10,5 millions \$ avant impôts enregistré au quatrième trimestre de 2006 ainsi que d'une réduction de la charge d'impôts de 1,4 million \$ au trimestre correspondant de 2006. De plus, le quatrième trimestre de 2006 incluait les résultats d'une 53^e semaine. En excluant tous ces éléments non récurrents ainsi que l'apport de la 53^e semaine, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ du quatrième trimestre de 2007 aurait été de 66,8 millions \$ comparativement à 64,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2006, soit une augmentation de 3,4 %, et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ aurait été de 0,57 \$ comparativement à 0,55 \$ pour le trimestre correspondant de 2006, soit une augmentation de 3,6 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a atteint 2 432,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 comparativement à 2 673,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 9 %. En excluant la 53^e semaine de 2006, la baisse des ventes de produits de tabac et la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation, l'augmentation du chiffre d'affaires aurait été de 0,7 %. L'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables a été de 0,2 % au quatrième trimestre.

Le chiffre d'affaires a diminué de 2,7 % au cours de l'exercice 2007 pour atteindre 10 644,6 millions \$ comparativement à 10 944 millions \$ pour l'exercice 2006. En excluant la 53^e semaine de 2006, la baisse des ventes de produits de tabac et la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation, l'augmentation du chiffre d'affaires aurait été de 2 %.

Nature des éléments

(en millions \$)

	2006	
	(13 sem.)	(53 sem.)
53 ^e semaine	198,6	198,6
Baisse des ventes de produits de tabac	41,0	202,9
Disposition d'une participation dans un grossiste en alimentation	17,5	102,1
	257,1	503,6

CHARGES D'INTÉGRATION ET DE RATIONALISATION

Suite à l'acquisition de A&P Canada, nous avons élaboré un plan d'intégration et de rationalisation de nos activités. Ce plan initial comprenait trois principaux axes, soit nos magasins, l'intégration de nos opérations ainsi que l'implantation de nos systèmes informatiques chez A&P Canada. Nous avons, entre autres, converti à nos systèmes informatiques l'ensemble des applications informatiques que nous avons en impartition avec A&P US.

Ce plan d'intégration et de rationalisation, d'un montant initial prévu de 55 millions \$ sur deux ans et qui a entraîné des coûts de 28 millions \$ au cours de l'exercice 2006, a été révisé au troisième trimestre de 2007 afin d'intégrer davantage les opérations de Loeb Canada à celles de A&P Canada. Nous avons enregistré, au quatrième trimestre de 2007, des coûts de 14,1 millions \$. Les coûts totaux enregistrés au cours des deux années suivant l'acquisition de A&P Canada ont été de 58,5 millions \$.

(1) Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

(2) Se référer au tableau « Sommaire des ajustements » pour plus de détails.

Charges d'intégration et de rationalisation

(en millions \$)

	Encourues		2006 (53 sem.)	Total
	2007 (12 sem.)	(52 sem.)		
Magasins	6,2	8,4	11,9	20,3
Intégration d'opérations	5,6	10,6	13,9	24,5
Implantation de systèmes informatiques	2,3	11,5	2,2	13,7
	14,1	30,5	28,0	58,5

BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le BAIIA pour le quatrième trimestre de 2007 a été de 134,9 millions \$ comparativement à 170,1 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Nous avons enregistré des charges d'intégration et de rationalisation de 14,1 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 et de 3,2 millions \$ pour celui de 2006. Nous avons aussi réalisé au quatrième trimestre de 2006 un gain sur disposition de placement de 10,5 millions \$ avant impôts. Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été, au quatrième trimestre de 2007, de 7,6 millions \$ comparativement à 5,2 millions \$ en 2006.

En excluant ces éléments non récurrents, l'apport de la 53^e semaine au BAIIA du quatrième trimestre de 2006 ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA aurait été de 141,4 millions \$ et de 5,8 % sur le chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre de 2007 comparativement à 146,2 millions \$ et 5,9 % pour celui de 2006. Malgré des marchés plus compétitifs, nous avons maintenu, au quatrième trimestre, des niveaux de marge brute similaires à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2007, le BAIIA a été de 625,5 millions \$ comparativement à 610,5 millions \$ pour l'exercice précédent. Des charges d'intégration et de rationalisation de 30,5 millions \$ ont été enregistrées au cours de l'exercice 2007 et de 28 millions \$ pour l'exercice 2006. Nous avons également réalisé, au quatrième trimestre de 2006, un gain sur disposition de placement de 10,5 millions avant impôts. Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 25,3 millions \$ en 2007 comparativement à 22,3 millions \$ en 2006.

En excluant ces éléments non récurrents, l'apport de la 53^e semaine de l'exercice 2006 ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA de 2007 aurait été de 630,7 millions \$ et de 5,9 % sur le chiffre d'affaires comparativement à 594,3 millions \$ et de 5,5 % sur le chiffre d'affaires pour l'exercice correspondant.

Malgré des marchés plus compétitifs, nous avons été en mesure d'améliorer nos marges brutes au cours de l'exercice 2007 par rapport à l'exercice précédent.

Nous avons réalisé, au cours de l'exercice 2007, des synergies de plus de 90 millions \$, dépassant notre objectif de 60 millions \$ par année prévu lors de l'acquisition de A&P Canada. Ces synergies sont composées principalement de prix coûtants réduits pour nos marchandises achetées pour fins de vente.

AMORTISSEMENT ET INTÉRÊTS

Les dépenses d'amortissement pour le quatrième trimestre et l'exercice 2007 ont été respectivement de 39,7 millions \$ et de 165,7 millions \$ comparativement à 42,7 millions \$ et 177,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Ces baisses proviennent principalement de charges d'amortissement supplémentaires enregistrées au cours de 2006 suite à la réévaluation de la vie utile de certains actifs. Les intérêts ont été de 14 millions \$ au quatrième trimestre et de 15,7 millions \$ au trimestre correspondant de l'an passé. Pour l'exercice 2007, les intérêts ont été de 61,6 millions \$ comparativement à 68,7 millions \$ pour l'an passé. Ces baisses proviennent principalement de la

⁽¹⁾ Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

réduction de dettes de 79,9 millions \$ effectuée au cours de l'exercice 2007. Le taux de financement moyen a été de 5,4 % pour l'exercice 2007 comparativement à 5 % pour l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les charges d'impôts ont été de 26,1 millions \$ au quatrième trimestre et de 125,2 millions \$ pour l'exercice 2007 avec des taux d'imposition respectifs de 32,1 % et 31,4 %. Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2006, les charges d'impôts ont été respectivement de 32,7 millions \$ et de 107 millions \$ avec des taux d'imposition respectifs de 29,3 % et de 29,4 %. Au cours de 2007, le gouvernement du Canada a complété des étapes de son processus d'approbation de son budget qui prévoyait, entre autres, une réduction du taux d'imposition pour les grandes sociétés de 0,5 % au 1^{er} janvier 2011. Cette baisse future du taux d'impôt fédéral a entraîné une baisse de nos passifs d'impôts futurs de 1,8 million \$ ainsi qu'une diminution de notre charge d'impôts de 2007 du même montant.

Au cours de 2006, les gouvernements du Québec et du Canada ont complété des étapes de leurs processus d'approbation de leurs budgets respectifs qui prévoyaient, entre autres pour le Québec, des augmentations de taux d'imposition pour les grandes sociétés de 8,9 % à 11,9 % sur la période du 1^{er} janvier 2006 au 1^{er} janvier 2009, et pour le gouvernement du Canada, des baisses de taux d'imposition pour les grandes sociétés de 22,12 % à 19 % sur la période du 1^{er} janvier 2008 au 1^{er} janvier 2010. Ces variations de taux ont entraîné une diminution nette de nos passifs d'impôts futurs ainsi qu'une diminution équivalente de nos charges d'impôts de 1,4 million \$ pour le quatrième trimestre et de 5,5 millions \$ pour l'exercice 2006.

En excluant toutes ces variations supplémentaires de charges d'impôts, le taux effectif aurait été de 32,1 % pour le quatrième trimestre de 2007 et de 31,9 % pour l'exercice 2007, comparativement à 30,5 % pour le quatrième trimestre de 2006 et de 30,9 % pour 2006.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2007 a été de 57,6 millions \$ comparativement à 78,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,49 \$ par rapport à 0,68 \$ l'an passé. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation de 14,1 millions \$ avant impôts pour le quatrième trimestre de 2007 et de 3,2 millions \$ avant impôts pour le trimestre correspondant de 2006 ainsi que la réduction d'impôt de 1,4 million \$ au trimestre correspondant de 2006, le gain sur disposition de placement de 10,5 millions \$ avant impôts enregistré au quatrième trimestre de 2006, le bénéfice net ainsi ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ pour le quatrième trimestre aurait été de 66,8 millions \$ comparativement à 71 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ aurait été de 0,57 \$ comparativement à 0,61 \$ pour le trimestre correspondant de 2006. En excluant l'effet de la 53^e semaine de 2006 estimé à 6,4 millions \$, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ du quatrième trimestre de 2007 ont augmenté respectivement de 3,4 % et de 3,6 %.

Le bénéfice net pour l'exercice 2007 a été de 276,6 millions \$ comparativement à 253 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 9,3 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 2,37 \$ par rapport à 2,18 \$ l'an passé, soit une augmentation de 8,7 %. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation de 30,5 millions \$ avant impôts pour 2007 et de 28 millions \$ avant impôts pour 2006, de même que le gain sur disposition de placement de 10,5 millions \$ avant impôts enregistré en 2006 ainsi que la réduction d'impôt de 1,8 million \$ pour 2007 et celle de 5,5 millions \$ pour 2006, le bénéfice net ainsi ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ pour 2007 aurait été de 295 millions \$, soit 14,5 % de plus que le bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ de la période correspondante de l'an passé de 257,6 millions \$. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ aurait été de 2,53 \$ comparativement à 2,22 \$ pour 2006, soit une augmentation de 14 %. En excluant l'effet de la 53^e semaine de 2006, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾⁽²⁾ de 2007 ont augmenté respectivement de 17,4 % et de 17,1 %.

(1) Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

(2) Se référer au tableau « Sommaire des ajustements » pour plus de détails.

Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires (retraité – CPN-156)			
4 ^e trim.	2 432,4	2 673,5	(9,0)
3 ^e trim.	3 341,0	3 336,7	0,1
2 ^e trim.	2 356,2	2 412,1	(2,3)
1 ^{er} trim.	2 515,0	2 521,7	(0,3)
Bénéfice net			
4 ^e trim.	57,6	78,9	(27,0)
3 ^e trim.	89,3	85,1	4,9
2 ^e trim.	61,8	57,0	8,4
1 ^{er} trim.	67,9	32,0	112,2
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾			
4 ^e trim.	66,8	71,0	(5,9)
3 ^e trim.	91,1	78,3	16,3
2 ^e trim.	65,5	58,7	11,6
1 ^{er} trim.	71,6	49,6	44,4
Bénéfice net dilué par action (en dollars)			
4 ^e trim.	0,49	0,68	(27,9)
3 ^e trim.	0,77	0,73	5,5
2 ^e trim.	0,53	0,49	8,2
1 ^{er} trim.	0,58	0,28	107,1
Bénéfice net dilué par action ajusté ⁽¹⁾ (en dollars)			
4 ^e trim.	0,57	0,61	(6,6)
3 ^e trim.	0,78	0,68	14,7
2 ^e trim.	0,56	0,50	12,0
1 ^{er} trim.	0,62	0,43	44,2

Les variations de nos résultats des quatre derniers trimestres s'expliquent principalement par l'effet de notre plan d'intégration au cours de ces trimestres ainsi que la réalisation de nos synergies.

Les chiffres d'affaires des trimestres de 2007 par rapport à ceux de 2006 ont été affectés par la baisse des ventes de produits de tabac, la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation, le décalage de la semaine de Noël du deuxième trimestre en 2006 au premier trimestre en 2007 et l'effet de la 53^e semaine en 2006. En excluant ces éléments, les chiffres d'affaires des premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2007 auraient été en augmentation de 0,6 %, de 3 %, de 3,2 % et de 0,7 % respectivement par rapport à ceux de 2006.

Les bénéfices nets et les bénéfices nets dilués par action des quatre derniers trimestres ont été affectés entre autres par les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada, un gain sur disposition de placement et des variations de charges d'impôts liées à des annonces des gouvernements de fluctuations des taux d'impôts des grandes corporations.

⁽¹⁾ Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

En excluant ces éléments non récurrents, les augmentations du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et du bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ des premier, deuxième et troisième trimestres de 2007 par rapport à ceux de 2006 s'expliquent principalement par une mise en marché plus efficace et des synergies supplémentaires.

En excluant l'apport de la 53^e semaine de 2006, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007 sont à la hausse par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Sommaire des ajustements

	2007					2006				
	T1	T2	T3	T4	Exer-cice	T1	T2	T3	T4	Exer-cice
<i>(en millions de dollars)</i>										
Bénéfice net	67,9	61,8	89,3	57,6	276,6	32,0	57,0	85,1	78,9	253,0
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	3,7	3,7	3,6	9,2	20,2	12,3	1,7	2,6	2,1	18,7
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	—	(8,6)	(8,6)
(Diminution) augmentation de la charge d'impôts	—	—	(1,8)	—	(1,8)	5,3	—	(9,4)	(1,4)	(5,5)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	71,6	65,5	91,1	66,8	295,0	49,6	58,7	78,3	71,0	257,6
53 ^e semaine	—	—	—	—	—	—	—	—	(6,4)	(6,4)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾ excluant la 53 ^e semaine	71,6	65,5	91,1	66,8	295,0	49,6	58,7	78,3	64,6	251,2

	2007					2006				
	T1	T2	T3	T4	Exer-cice	T1	T2	T3	T4	Exer-cice
<i>(en dollars)</i>										
Bénéfice net dilué par action	0,58	0,53	0,77	0,49	2,37	0,28	0,49	0,73	0,68	2,18
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	0,04	0,03	0,03	0,08	0,18	0,10	0,01	0,03	0,02	0,16
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,07)	(0,07)
(Diminution) augmentation de la charge d'impôts	—	—	(0,02)	—	(0,02)	0,05	—	(0,08)	(0,02)	(0,05)
Bénéfice net dilué par action ajusté ⁽¹⁾	0,62	0,56	0,78	0,57	2,53	0,43	0,50	0,68	0,61	2,22
53 ^e semaine	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,06)	(0,06)
Bénéfice net dilué par action ajusté ⁽¹⁾ excluant la 53 ^e semaine	0,62	0,56	0,78	0,57	2,53	0,43	0,50	0,68	0,55	2,16

⁽¹⁾ Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Situation de trésorerie

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 44,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 et de 363,3 millions \$ pour l'exercice 2007, comparativement à 72,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2006 et à 392 millions \$ pour l'exercice 2006. Les variations des flux monétaires générés au quatrième trimestre et au cours de l'exercice 2007 par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2006 s'expliquent principalement par des variations d'éléments hors caisse du fonds de roulement liées à l'exploitation.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 70,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 et de 258,9 millions \$ pour l'exercice 2007, comparativement à 53,2 millions \$ au quatrième trimestre de 2006 et de 181,9 millions \$ pour l'exercice 2006. Ces augmentations d'utilisation de fonds proviennent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles plus importantes liées à plus de projets de nouveaux magasins, d'agrandissements et de rénovations.

Nous avons investi avec les détaillants 342,8 millions \$ au cours de l'exercice 2007, pour une augmentation brute de 858 000 pieds carrés ou 4,6 % de notre réseau de détail, et une augmentation nette de 178 000 pieds carrés. Des ouvertures de 15 nouveaux magasins ont été complétées ainsi que des agrandissements et des rénovations majeures dans 53 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 120,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 et de 169,6 millions \$ pour l'exercice 2007, comparativement à des utilisations de fonds de 112 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2006 et de 138,2 millions \$ pour l'exercice 2006. Ces augmentations d'utilisation de fonds s'expliquent principalement par des rachats d'actions plus élevés en 2007.

Situation financière

Notre situation financière à la fin du quatrième trimestre de 2007 était très saine. Nous avons de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 100,5 millions \$. La marge de crédit autorisée de 400 millions \$ n'avait pas été utilisée. Notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 35 %.

Nos principales dettes à long terme à la fin de l'exercice se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions \$)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	394,5	15 août 2012
Billets à moyen terme Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets à moyen terme Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

Nous avons également à la fin de l'exercice des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 150 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables par des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixes	Montant nominal (en millions \$)	Échéance
3,9480 %	50,0	23 novembre 2008
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin du trimestre l'équivalent de 750 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,3980 % à 5,97 % et 244,5 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

RATIOS FINANCIERS

	Au 29 septembre 2007	Au 30 septembre 2006
Structure financière		
Dettes à long terme <i>(en millions \$)</i>	1 038,9	1 116,6
Avoir des actionnaires <i>(en millions \$)</i>	1 932,3	1 723,8
Dettes à long terme/capital total (%)	35,0	39,3
	Exercice 2007 (52 semaines)	Exercice 2006 (53 semaines)
Résultats		
BAIIA ⁽¹⁾ /Intérêts <i>(fois)</i>	10,2	8,9

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 29 septembre 2007	Au 30 septembre 2006
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation <i>(en milliers)</i>	113 683	113 852
Nombre d'actions catégorie B en circulation <i>(en milliers)</i>	804	880
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	3 738	4 233
Prix d'exercice	11,80 \$ à 39,17 \$	8,73 \$ à 33,87 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	22,40 \$	20,85 \$
Nombre d'unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	124	48
Échéance moyenne pondérée	22 mois	30 mois

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2007, la Société a racheté respectivement 807 500 et 822 300 actions subalternes catégorie A pour des considérations totales de 28,4 millions \$ et de 28,9 millions \$, à des prix moyens par action de 35,20 \$ et de 35,23 \$. En 2006, la Société n'avait racheté aucune action. Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 5 septembre 2007 et le 4 septembre 2008, jusqu'à concurrence de 4 millions de ses actions subalternes catégorie A. Avec ce programme de rachat d'actions, nous nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pouvons décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société.

DIVIDENDES

Le 25 septembre 2007, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,115 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 20 novembre 2007, soit une hausse de 9,5 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente près de 21 % du bénéfice net de 2006.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO INC. s'est maintenue dans une fourchette de 33,23 \$ à 41,78 \$ au cours de l'exercice 2007. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 56,1 millions d'actions. Le cours de clôture du vendredi 28 septembre 2007 était de 35,00 \$ comparativement à 33,60 \$ à la fin de l'exercice 2006.

⁽¹⁾ Se référer à la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Nouvelles normes comptables récemment publiées

CAPITAL ET INSTRUMENTS FINANCIERS

En décembre 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouveaux chapitres relativement au capital et aux instruments financiers, soit les chapitres 1535, 3862 et 3863, qui s'appliqueront aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. Nous prévoyons appliquer ces nouvelles normes au cours du premier trimestre qui se terminera le 22 décembre 2007. Nous ne prévoyons pas que l'application de ces nouveaux chapitres aura un impact significatif sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit des normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité devra fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – Informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». Selon ces nouvelles normes, une entité devra fournir des informations dans ses états financiers qui permettront aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – Présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ».

STOCKS

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie ainsi que la possibilité d'une application anticipée.

Perspectives

« Nous avons complété notre plan original d'intégration et de rationalisation lié à l'acquisition de A&P Canada et réalisé plus de 90 millions \$ de synergies. Nous sommes déjà à planifier la phase II de notre plan d'intégration pour les trois prochaines années, soit de rationaliser nos bannières et nos marques privées afin de poursuivre notre croissance dans le marché alimentaire canadien, » a déclaré le président et chef de la direction, M. Pierre H. Lessard.

Déclarations prospectives

Toute déclaration contenue dans le présent rapport trimestriel qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « estimer » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de METRO INC. et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de METRO INC. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations.

Mesures non conformes aux PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net dilué par action ajusté

Le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant la charge d'intérêts, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités à partir de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

Conférence téléphonique

Les analystes financiers et les investisseurs sont invités à participer à la conférence téléphonique portant sur les résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2007 qui aura lieu **mercredi le 21 novembre 2007 à 10 heures** (heure de l'est). Le numéro de téléphone à composer est le (416) 644-3418 ou (514) 807-8791. Les représentants des médias et les autres personnes intéressées sont invités à écouter la téléconférence en direct ou en différé sur le site de METRO INC. à l'adresse Internet **www.metro.ca**.

SOURCE : METRO INC.

RENSEIGNEMENTS : Richard Dufresne
Vice-président principal
et chef de la direction financière
Tél. : (514) 643-1003

**SERVICE DES RELATIONS
AVEC LES INVESTISSEURS :** Tél. : (514) 643-1055
Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : **www.metro.ca**

États consolidés des résultats

Périodes terminées le 29 septembre 2007 et le 30 septembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2007 (12 semaines)	2006 (13 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
Chiffre d'affaires	2 432,4 \$	2 673,5 \$	10 644,6 \$	10 944,0 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	2 291,0	2 505,4	10 013,9	10 327,8
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(7,6)	(5,2)	(25,3)	(22,3)
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	14,1	3,2	30,5	28,0
Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement	134,9	170,1	625,5	610,5
Amortissement	39,7	42,7	165,7	177,9
Bénéfice d'exploitation	95,2	127,4	459,8	432,6
Intérêts, nets				
À court terme	(0,7)	(0,7)	(2,7)	(1,9)
À long terme	14,7	16,4	64,3	70,6
	14,0	15,7	61,6	68,7
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	81,2	111,7	398,2	363,9
Impôts sur les bénéfices (note 5)	26,1	32,7	125,2	107,0
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	55,1	79,0	273,0	256,9
Part des actionnaires sans contrôle	(2,5)	0,1	(3,6)	3,9
Bénéfice net	57,6 \$	78,9 \$	276,6 \$	253,0 \$
Bénéfice par action (note 6)				
De base	0,50 \$	0,69 \$	2,40 \$	2,21 \$
Dilué	0,49 \$	0,68 \$	2,37 \$	2,18 \$

Voir les notes afférentes

Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 29 septembre 2007	Au 30 septembre 2006
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	100,5 \$	165,7 \$
Débiteurs	327,8	302,1
Stocks	588,2	565,5
Charges payées d'avance	12,1	11,3
Impôts futurs	26,1	16,7
	1 054,7	1 061,3
Placements et autres actifs	151,0	117,9
Immobilisations corporelles	1 202,8	1 129,9
Actifs incorporels	342,1	331,7
Écarts d'acquisition	1 490,1	1 490,1
Actifs au titre des prestations constituées	33,2	33,0
	4 273,9 \$	4 163,9 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	0,1 \$	0,3 \$
Créditeurs	1 043,6	1 049,5
Impôts sur les bénéfices à payer	20,3	36,8
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	5,1	7,3
	1 069,1	1 093,9
Dette à long terme	1 038,9	1 116,6
Passifs au titre des prestations constituées	54,9	60,6
Impôts futurs	139,0	115,0
Autres éléments de passif à long terme	33,7	44,2
Part des actionnaires sans contrôle	6,0	9,8
	2 341,6	2 440,1
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 7)	714,8	709,0
Surplus d'apport	2,0	1,6
Bénéfices non répartis	1 214,3	1 013,2
Cumul des autres éléments du résultat étendu (notes 2 et 8)	1,2	—
	1 932,3	1 723,8
	4 273,9 \$	4 163,9 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées le 29 septembre 2007 et le 30 septembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2007 (12 semaines)	2006 (13 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	57,6 \$	78,9 \$	276,6 \$	253,0 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	6,0	—	6,6	5,3
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(7,6)	(5,2)	(25,3)	(22,3)
Amortissement	39,7	42,7	165,7	177,9
Amortissement des frais de financement reportés	0,4	0,9	2,0	2,8
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	0,5	3,5	3,3	12,0
Gain sur cession de placement	(1,4)	(10,5)	(1,4)	(10,5)
Impôts futurs	2,3	(4,6)	14,0	(4,6)
Charge relative à la rémunération à base d'actions	0,7	0,5	3,5	1,7
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs sur les charges de la période	(4,0)	(10,6)	(5,9)	(20,2)
Part des actionnaires sans contrôle	(2,5)	0,1	(3,6)	3,9
	91,7	95,7	435,5	399,0
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	(46,9)	(23,2)	(72,2)	(7,0)
	44,8	72,5	363,3	392,0
Activités d'investissement				
Variation nette de placements et autres actifs	1,8	18,1	3,4	14,5
Dividende d'une société satellite publique	1,3	1,1	2,5	2,1
Acquisition d'immobilisations corporelles	(60,3)	(63,8)	(229,7)	(170,7)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	—	5,6	8,5	12,8
Acquisition d'actifs incorporels	(13,4)	(14,2)	(43,6)	(40,6)
	(70,6)	(53,2)	(258,9)	(181,9)
Activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	(0,4)	0,2	(0,2)	—
Émission d'actions (note 7)	0,1	0,4	11,1	5,4
Rachat d'actions (note 7)	(28,4)	—	(28,9)	—
Acquisition d'actions autodétenues (note 7)	—	(0,6)	(3,2)	(2,1)
Augmentation de la dette à long terme	0,5	—	3,3	601,5
Remboursement de la dette à long terme	(76,6)	(103,4)	(84,8)	(692,0)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	(2,7)	3,8	(14,9)	(3,1)
Dividendes versés	(13,2)	(12,0)	(51,8)	(47,5)
Retrait des actionnaires sans contrôle	—	(0,4)	(0,2)	(0,4)
	(120,7)	(112,0)	(169,6)	(138,2)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(146,5)	(92,7)	(65,2)	71,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	247,0	258,4	165,7	93,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	100,5 \$	165,7 \$	100,5 \$	165,7 \$
Information supplémentaire				
Intérêt payé	4,6 \$	7,8 \$	62,2 \$	52,8 \$
Impôts sur les bénéfices payés	24,6 \$	21,7 \$	127,7 \$	88,6 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes terminées le 29 septembre 2007 et le 30 septembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
Solde au début de l'exercice	1 013,2 \$	807,7 \$
Bénéfice net	276,6	253,0
Dividendes	(51,8)	(47,5)
Primes sur rachat d'actions	(23,7)	—
Solde à la fin de l'exercice	1 214,3 \$	1 013,2 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des résultats étendus

Périodes terminées le 29 septembre 2007 et le 30 septembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars) (notes 2 et 8)

	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2007 (12 semaines)	2006 (13 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
Bénéfice net	57,6 \$	78,9 \$	276,6 \$	253,0 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1,8)	—	1,2	—
Impôt correspondant	0,6	—	(0,4)	—
Résultat étendu	56,4 \$	78,9 \$	277,4 \$	253,0 \$

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées le 29 septembre 2007 et le 30 septembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf les données par action)

1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes incluses dans le rapport annuel 2006 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2. Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2007

Résultat étendu, Instruments financiers et Couvertures

Au cours du premier trimestre de 2007, la Société a adopté les recommandations des nouvelles normes comptables suivantes, publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1530 « Résultat étendu » introduit un nouvel état financier correspondant à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers soit, les actifs et les passifs financiers ainsi que les dérivés.

Cette nouvelle norme définit la comptabilisation des instruments financiers selon leur classification. Les variations entre les évaluations subséquentes sont enregistrées au résultat net ou au résultat étendu selon la classification des instruments financiers.

La Société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net.
- Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.
- Les placements dans des sociétés sont classés dans les « Actifs financiers disponibles à la vente ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs, les facilités de crédit, les billets, les emprunts et les obligations découlant de contrats de location-acquisition sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Le chapitre 3865 « Couvertures », dont l'application est facultative, précise la manière d'appliquer la comptabilité de couverture. La Société a choisi d'appliquer, conformément à sa stratégie de gestion de risques, la comptabilité de couverture pour ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu, dans la mesure où la couverture est jugée efficace.

2. Nouvelles conventions comptables (suite)

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants doit être comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. La Société a comptabilisé un redressement de 0,4 \$ au solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu relativement aux contrats d'échange de taux d'intérêt désignés comme couverture de flux de trésorerie. Aucun redressement n'a été comptabilisé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

ADOPTÉES EN 2006

Comptabilisation d'une contrepartie donnée par un fournisseur à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)

La Société a adopté, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006, les dispositions du CPN-156 « Comptabilisation d'une contrepartie donnée par un fournisseur à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur) ». Selon ces nouvelles exigences, certains rabais consentis par la Société à ses commerçants doivent être reclassés du coût des marchandises vendues en diminution du chiffre d'affaires. Cette nouvelle norme a été appliquée rétroactivement, avec retraitement des états financiers des périodes antérieures.

RÉCEMMENT PUBLIÉES

Capital et instruments financiers

En décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouveaux chapitres relativement au capital et aux instruments financiers, soit les chapitres 1535, 3862 et 3863, qui s'appliqueront aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La Société prévoit appliquer ces nouvelles normes au cours du premier trimestre qui se terminera le 22 décembre 2007. La Société ne prévoit pas que l'application de ces nouveaux chapitres aura un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit des normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité devra fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – Informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». Selon ces nouvelles normes, une entité devra fournir des informations dans ses états financiers qui permettront aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – Présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ».

Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie ainsi que la possibilité d'une application anticipée.

3. Charges d'intégration et de rationalisation

Au cours de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, la Société a complété la réalisation de son plan d'intégration et de rationalisation de ses activités suite à l'acquisition de A&P Canada. Ce plan était construit sur trois principaux axes, soit le réseau de magasins, l'intégration des opérations ainsi que l'implantation des systèmes informatiques chez A&P Canada.

Ce plan d'intégration et de rationalisation a entraîné des coûts de 28,0 \$ au cours de l'exercice 2006. Au cours de la période de 52 semaines de 2007, des coûts de 30,5 \$ ont été encourus dont 14,1 \$ au cours du quatrième trimestre.

Selon la nature des projets

	Encourues		2006 (53 sem.)	Total
	2007 (12 sem.)	2007 (52 sem.)		
Magasins	6,2 \$	8,4 \$	11,9 \$	20,3 \$
Intégration d'opérations	5,6	10,6	13,9	24,5
Implantation de systèmes informatiques	2,3	11,5	2,2	13,7
	14,1 \$	30,5 \$	28,0 \$	58,5 \$

Selon la nature des charges pour la période de 12 semaines

	Passif au 7 juillet 2007	En- courues 2007 (12 sem.)	Paiement 2007 (12 sem.)	Passif au 29 sept. 2007	En- courues 2006 (53 sem.)	Total
Primes de rétention, prestations de cessation d'emploi et autres	3,2 \$	6,0 \$	3,8 \$	5,4 \$	18,1 \$	28,4 \$
Formation et implantation informatique	—	2,3	1,0	1,3	2,2	13,7
Loyers vacants	2,9	(0,2)	0,4	2,3	2,4	4,5
	6,1 \$	8,1 \$	5,2 \$	9,0 \$	22,7 \$	46,6 \$
Radiation d'actifs		6,0			5,3	11,9
		14,1 \$			28,0 \$	58,5 \$

3. Charges d'intégration et de rationalisation (suite)

Selon la nature des charges pour la période de 52 semaines

	Passif au 30 septembre 2006	En- cours 2007 (52 sem.)	Paiement 2007 (52 sem.)	Passif au 29 sept. 2007	En- cours 2006 (53 sem.)	Total
Primes de rétention, prestations de cessation d'emploi et autres	2,1 \$	10,3 \$	7,0 \$	5,4 \$	18,1 \$	28,4 \$
Formation et implantation informatique	—	11,5	10,2	1,3	2,2	13,7
Loyers vacants	1,5	2,1	1,3	2,3	2,4	4,5
	3,6 \$	23,9 \$	18,5 \$	9,0 \$	22,7 \$	46,6 \$
Radiation d'actifs		6,6			5,3	11,9
		30,5 \$			28,0 \$	58,5 \$

4. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui offrent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	Exercices financiers				Exercices financiers			
	2007 (12 semaines)		2006 (13 semaines)		2007 (52 semaines)		2006 (53 semaines)	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	5,0 \$	0,3 \$	5,1 \$	— \$	25,0 \$	0,5 \$	22,1 \$	0,3 \$
Régimes à prestations déterminées								
Coût des services rendus au cours de la période	4,9 \$	0,5 \$	6,9 \$	0,2 \$	23,7 \$	1,4 \$	23,1 \$	1,0 \$
Intérêts débiteurs	7,2	1,0	7,1	0,4	28,3	2,0	25,6	2,0
Rendement prévu des actifs des régimes	(8,9)	—	(8,8)	—	(38,1)	—	(34,7)	—
Amortissement des pertes actuarielles et du coût des services passés	(0,2)	0,3	0,6	0,2	1,1	0,3	1,2	0,2
Modifications des régimes	0,5	(0,3)	0,3	—	0,5	(0,3)	0,3	—
	3,5	1,5	6,1	0,8	15,5	3,4	15,5	3,2
	8,5 \$	1,8 \$	11,2 \$	0,8 \$	40,5 \$	3,9 \$	37,6 \$	3,5 \$

5. Impôts sur les bénéfiques

Les taux réels d'impôts sur les bénéfiques sont établis comme suit :

	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2007 (12 semaines) %	2006 (13 semaines) %	2007 (52 semaines) %	2006 (53 semaines) %
Taux combiné prévu par la loi	32,2	31,8	32,3	31,8
Variations				
Effet de la baisse de 0,5 % (3,12 % en 2006) du taux fédéral sur les impôts futurs (1,8 \$ en 2007 et 9,4 \$ en 2006)	—	(1,2)	(0,5)	(3,0)
Effet de l'augmentation de 3 % du taux québécois sur les impôts futurs (5,3 \$ en 2006)	—	—	—	1,5
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,4)	(0,6)	(0,9)	(0,8)
Gains sur cession de placement	—	(1,3)	—	(0,4)
Autres	1,3	0,6	0,5	0,3
	32,1	29,3	31,4	29,4

6. Bénéfice par action

Le bénéfice par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2007 (12 semaines)	2006 (13 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
<i>(en millions)</i>				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation De base	115,0	114,7	115,0	114,6
Effet de dilution en vertu du régime d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	1,5	1,2	1,6	1,3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation Dilué	116,5	115,9	116,6	115,9

7. Capital-actions

Émis et en circulation

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 30 septembre 2006	113 852	707,3 \$	880	1,7 \$	709,0 \$
Émission d'actions	659	11,1	—	—	11,1
Transfert du surplus d'apport – exercice d'options	—	0,4	—	—	0,4
Rachat d'actions en espèces, excluant une prime de 23,7 \$	(822)	(5,2)	—	—	(5,2)
Conversion d'actions	76	0,1	(76)	(0,1)	—
Acquisition d'actions autodétenues, excluant une prime de 2,7 \$	(82)	(0,5)	—	—	(0,5)
Solde au 29 septembre 2007	113 683	713,2 \$	804	1,6 \$	714,8 \$

Régime d'options d'achat d'actions

Au 29 septembre 2007, 3 738 160 options d'achat d'actions étaient en circulation à des prix de levée variant de 11,80 \$ à 39,17 \$, échéant jusqu'en 2014, dont 2 611 780 options d'achat d'actions pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 20,28 \$.

	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2007 (12 semaines)	2006 (13 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
Options d'achat d'actions attribuées au cours de la période	64 000	84 400	199 600	264 500
Prix d'exercice moyen pondéré	37,16 \$	30,06 \$	37,55 \$	30,41 \$
Juste valeur moyenne pondérée	10,50 \$	9,47 \$	10,49 \$	9,60 \$

Au cours de la période de 52 semaines de l'exercice 2007, la juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de la période a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 4,3 % (4,2 % en 2006), durée prévue de six ans (six ans en 2006), volatilité prévue de 25,1 % (30 % en 2006), taux de dividende prévu de 1,5 % (1,5 % en 2006).

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 2,1 \$ pour les 52 semaines de 2007 (1,3 \$ en 2006) et à 0,4 \$ pour le quatrième trimestre de 2007 (0,3 \$ en 2006).

Régime d'unités d'actions au rendement

Au 29 septembre 2007, un total de 123 819 unités d'actions au rendement (UAR) étaient en circulation. Aucune UAR n'a été attribuée au cours du quatrième trimestre.

À la fin du quatrième trimestre, 154 000 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées. Aucune de ces actions n'a été acquise au cours du quatrième trimestre.

Une charge de rémunération de 1,4 \$ a été comptabilisée au cours de la période de 52 semaines de 2007 (0,4 \$ en 2006) relativement au régime d'UAR dont 0,3 \$ au quatrième trimestre (0,2 \$ en 2006).

8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de la période de 52 semaines se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)
Solde redressé au début de la période en raison de l'adoption de nouvelles conventions comptables relatives aux instruments financiers (net d'impôts de 0,2 \$) (note 2)	0,4 \$	— \$
Variation de la juste valeur survenue au cours de la période (nette d'impôts de 0,4 \$)	0,8	—
Solde à la fin de la période	1,2 \$	— \$

9. Éventualité

La Société a reçu, en janvier 2007, une procédure concernant un recours intenté par des bénéficiaires d'un régime de retraite multiemployeurs. Ils réclament notamment des dommages de 1 milliard \$ pour des motifs de mauvaise gestion des actifs du régime, contre les fiduciaires et les employeurs. La Société est l'un des 443 employeurs visés par ce recours et n'a pas participé à la gestion de ce régime. La Société conteste vigoureusement le bien-fondé de ce recours et considère qu'elle n'aura aucune obligation financière liée à ce recours. La Société a reçu récemment un avis du procureur des bénéficiaires ayant intenté le recours dans lequel il indique avoir reçu instructions de ses clients de se désister de la procédure contre les employeurs dont la Société.

10. Instruments financiers

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers étaient les suivantes :

	Au 29 septembre 2007		Au 30 septembre 2006	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements et autres actifs				
Actifs financiers disponibles à la vente				
Placements dans des sociétés	0,1 \$	0,1 \$	0,1 \$	0,1 \$
Prêts et créances				
Prêts à certains clients	9,1 \$	9,1 \$	8,6 \$	8,6 \$
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie				
Contrats d'échange de taux d'intérêt	1,8 \$	1,8 \$	— \$	0,6 \$
Dettes à long terme				
Autres passifs financiers				
Facilité de crédit A	394,5 \$	394,5 \$	469,3 \$	469,3 \$
Billets de série A	200,0	186,2	200,0	199,8
Billets de série B	400,0	356,6	400,0	410,3
Emprunts	10,7	10,7	10,4	10,4
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	38,8	50,2	44,2	53,7
	1 044,0 \$	998,2 \$	1 123,9 \$	1 143,5 \$

10. Instruments financiers (suite)

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts bancaires et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison de leur échéance prochaine.

La juste valeur des placements dans des sociétés, en grande partie des sociétés ouvertes, est évaluée en fonction des cours boursiers à la date du bilan.

La juste valeur des prêts à certains clients, des facilités de crédit et des emprunts correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète généralement les estimations des montants que la Société recevrait en règlement de contrats favorables ou qu'elle devrait payer pour terminer des contrats défavorables à la date du bilan. La juste valeur des contrats d'échange de taux d'intérêt est calculée en fonction des cours obtenus auprès d'institutions financières de grande envergure.

La juste valeur des billets représente les obligations auxquelles auraient à faire face la Société advenant la négociation de billets similaires aux conditions actuelles du marché.

La juste valeur des obligations découlant de contrats de location-acquisition représente les obligations auxquelles auraient à faire face la Société advenant la négociation de baux similaires aux conditions actuelles du marché.